

**COMMUNE DE BORDÈRES**

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 727\_26\_VP**

**PORTANT DÉSIGNATION DU CORRESPONDANT INCENDIE ET SECOURS**

Le Maire de la commune de BORDÈRES

- Vu la loi n°2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels, et notamment son article 13 ;
- Vu le décret n°2022-1091 du 29 juillet 2022 relatif aux modalités de création et d'exercice de la fonction de conseiller municipal correspondant incendie et secours ;
- Vu l'article D.731-14 du code de la sécurité intérieure ;
- Considérant que la commune n'a pas d'adjoint au maire ou de conseiller municipal délégué au titre des questions de sécurité civile ;
- Considérant que le maire a l'obligation de désigner un correspondant incendie et secours ;

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

Monsieur Éric DHÔTEL est désigné correspondant incendie et secours pour la commune de Bordères.

**Article 2 :**

Le correspondant incendie et secours sera l'interlocuteur privilégié du service départemental ou territorial d'incendie et de secours dans la commune sur les questions relatives à la prévention, la protection et la lutte contre les incendies.

Il a pour missions l'information et la sensibilisation du conseil municipal et des habitants de la commune sur l'ensemble des questions relatives à la prévention et à l'évaluation des risques de sécurité civile, à la préparation des mesures de sauvegarde, à l'organisation des moyens de secours, à la protection des personnes, des biens et de l'environnement et aux secours et soins d'urgence aux personnes victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes ainsi qu'à leur évacuation.

Le correspondant incendie et sécurité est chargé de mettre en place, évaluer et réviser le plan communal de sauvegarde.

**Article 3 :**

Le présent arrêté sera inscrit au registre des actes de la mairie et publié sur le site internet communal. Conformément à l'article R.421-1 et suivants du code de la justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de PAU

**Suite de l'arrêté n°727\_26\_VP**

dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication ou via l'application informatique telerecours.fr

**Article 5 :**

Ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Préfet des Pyrénées-Atlantiques,
- Monsieur le Président du Conseil d'administration du service d'incendie et de secours des Pyrénées-Atlantiques
- Monsieur Éric DHÔTEL

Fait à Bordères,  
Le 26 mai 2026

Le Maire,  
Gabriel BLAZQUEZ

